

N°457

du 20  
Décembre  
2011

**Editorial**

Par Koffi  
SOUZA



# L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

**CESARIA**

On n'aura jamais entendu aussi souvent sur les ondes Cesaria Evora que depuis l'annonce de son décès.

Comme pour nous rappeler que la musique est une des voies pour parvenir à l'immortalité.

Artiste, elle était une affranchie dans le sens le plus noble du terme.

Elle s'était forgée un paradis de liberté.

Sa voix rocailleuse respirait l'alcool, le tabac et le sexe.

Son vieux corps ravagé par les aléas de la vie et les excès s'illuminait de grâce dès qu'elle commençait à nous bercer de la "morna".

Les chaînes de l'esclavage se dissolvaient dans ses poésies chantées autant d'hymnes à la douleur des exils imposés et à l'espoir des amours retrouvées.

Elle nous remuait les entrailles lorsqu'elle évoquait la "sodade", cette sorte de nostalgie triste et joyeuse à la fois.

Sodade plus positive que le regret et plus négative que l'espérance.

Nostalgie transcendant la mort réunissant les êtres au-delà des océans, brisant la servitude par l'espoir, dissolvant nos pensées les plus noires dans un océan de larmes.

Elle s'en est allée dans ce petit pays du Cap Vert qu'elle aimait beaucoup.

Elle n'y sera jamais seule car nous la chérissons beaucoup

VRAIMENT BEAUCOUP.

**P.3** Le Togo au Conseil de sécurité des Nations Unies pour 2012-2013

# L'Autorité se plie aux exigences logistique et financière pour un «mandat réussi»

**P.2** FOOTBALL/

## Attaque de Cabinda: Velud entendu à Paris



Faure Gnassingbé, Chef de l'Etat

**P.7** Avec le document de  
politique énergétique

## Le Togo, vers un développement important mais réaliste d'électrification

**P.3** Avec les conditions favorables de l'atteinte du point d'achèvement PPTTE

## La nouvelle stratégie prévoit un endettement public en hausse pour 2012

\* 124,6 milliards de francs Cfa contre 109,8 milliards de francs Cfa en 2011.

**P.4** La phase première du PURISE exécutée

## A la municipalité de Lomé la responsabilité des entretiens

**Prix:** Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- **Abonnement:** Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28

FOOTBALL/

# Attaque de Cabinda: Velud entendu à Paris

Sélectionneur des Éperviers du Togo au moment de la fusillade de Cabinda, le 8 janvier 2010, qui fit deux victimes dans les rangs de la sélection, Hubert Velud a été entendu la semaine dernière par le Tribunal de Grande Instance de Paris en prélude au procès intenté contre le FLEC (Front de Libération de l'Enclave de Cabinda).



Hubert Velud, l'ancien sélectionneur de l'Equipe nationale du Togo

**Gilles Vevey**

Près de deux ans après la tragédie de Cabinda, la justice suit son cours en France. Et les auditions continuent. La semaine dernière c'est autour de l'ancien sélectionneur des Eperviers, Hubert Velud d'être entendu par les juges.

"J'étais de passage à Paris sur convocation du Tribunal de grande instance. L'attentat a été revendiqué par une personne du FLEC qui a été arrêtée et emprisonnée en France. Comme je me suis constitué partie civile, j'ai été auditionné.

Un procès devrait d'ailleurs avoir lieu dans les prochains mois", a déclaré à Francefootball.fr Hubert Velud.

On se souvient, quelques mois après cette attaque, Rodrigues Mingas, le secrétaire général du Front de libération de l'État du Cabinda/Position militaire (Flec/MP), Français d'origine cabindaïse, a été mis en examen pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et placé sous contrôle judiciaire en France.

Mingas avait revendiqué l'attaque du 8 janvier contre le bus de l'équipe

de football du Togo. " Les armes vont continuer à parler "dans l'enclave de Cabinda, avait-il alors menacé. "Nous sommes en guerre et tous les coups sont permis", avait-il ajouté, dans un entretien accordé à l'AFP par téléphone depuis le Luxembourg.

En août dernier, quatre personnes ont été condamnées à des peines de prison dans cette affaire par le tribunal de Cabinda, reconnues coupables d'avoir porté atteinte à la sûreté de l'État en raison de leur implication présumée dans l'attaque du bus de la délégation togolaise.

Mais des organisations de défense des droits de l'homme dénoncent un procès politique.

Né en 2003 d'une dissidence du principal mouvement séparatiste dans la région, le Flec, le Flec-PM poursuit le même objectif que l'organisation trentenaire, à savoir, l'indépendance de l'enclave de Cabinda, séparée du reste de l'Angola par une bande de terre appartenant à la République démocratique du Congo. Pour Luanda, il n'en est pas question: la région contribue à quelque 60% de la production d'or noir dans le pays.

## Football/ Belgique: Serge Gakpé sur les tablettes du Standard

Désireux de se renforcer dans le secteur offensif, le Standard Liège pisterait notamment l'attaquant international togolais du FC Nantes, Serge Gakpé et le milieu offensif belge marocain de Westerlo Rachid Farssi.

En quête de renforts dans le secteur offensif, le Standard Liège poursuit plusieurs pistes. Parmi les joueurs convoités, figure l'attaquant polyvalent du FC Nantes, Serge Gakpé (24 ans). Titularisé à 13 reprises en Ligue 2 cette saison par les Canaris, l'international togolais est sous contrat jusqu'en juin 2013. Ce dernier en grand forme a été l'un des acteurs décisifs (deux buts en autant de matches) lors du tour préliminaire de la Coupe du monde 2014 opposant le Togo à la Guinée Bisau(1-1, 1-0).

Mais Serge Gakpé n'est pas le seul pisté. Le milieu offensif belge marocain de Westerlo Rachid Farssi est également dans les petits papiers des dirigeants liégeois, selon ce qu'a laissé entendre Nordin Jbari, conseiller des Rouches, sur la chaîne AB3. Agé de 26 ans, le gaucher, sous contrat avec le KV jusqu'en juin 2014, est en manque de temps de jeu depuis près de deux mois.

## Barça : Messi affole les statistiques et les records

Le FC Barcelone est sur le toit du monde. Vainqueur de Santos en finale du Mondial des clubs (4-0), le club catalan a écrit une nouvelle ligne à son impressionnant palmarès. Et comme souvent, outre un jeu brillant, les Blaugrana ont pu compter sur leur star, Lionel Messi, pour décrocher leur deuxième trophée de la saison après la Supercoupe d'Espagne glanée l'été dernier face au Real Madrid. Auteur d'un doublé, la puce argentine est d'ailleurs entrée un peu plus dans la légende.

En marquant face aux Brésiliens, le FIFA Ballon d'Or 2010 a porté son total de buts à 55 pour l'année 2011, mais il a surtout rejoint son coéquipier Pedro dans le club très fermé des joueurs ayant trouvé le chemin des filets dans toutes les compétitions auxquelles il a participé en 2011. À savoir la Liga, la Ligue des Champions, la coupe du Roi, la Supercoupe d'Espagne, la Supercoupe d'Europe et donc le Mondial des Clubs.

Une performance que seul le Camerounais Samuel Eto'o a dépassé en 2010 (7 compétitions) grâce notamment à la CAN organisée en Angola. Mais dans le fond, peu importe pour un Messi extraterrestre. La victoire face à Santos a en effet permis à l'international albiceleste d'engranger un dix-huitième titre avec le Barça. Et ses deux buts confirment qu'il sait être décisif lors des finales puisqu'en six apparitions, l'Argentin a marqué huit fois. Tout simplement incroyable.

### GAGNANTS DU 8<sup>ÈME</sup> TIRAGE

DATE	TELEPHONE	LOTS
11/12/2011	90 17 56 13	1 000 000 F CFA
07/12/2011	91 54 47 25	1 000 000 F CFA
11/12/2011	91 26 38 13	500 000 F CFA
11/12/2011	90 23 55 46	500 000 F CFA
11/12/2011	90 02 72 07	200 000 F CFA
11/12/2011	90 06 46 87	200 000 F CFA
11/12/2011	90 05 80 37	200 000 F CFA
11/12/2011	90 27 76 55	200 000 F CFA
10/12/2011	90 00 48 55	200 000 F CFA
09/12/2011	90 33 47 76	200 000 F CFA
08/12/2011	90 02 86 55	200 000 F CFA
07/11/2011	90 02 59 40	200 000 F CFA
06/11/2011	90 07 03 39	200 000 F CFA
05/11/2011	90 39 61 33	200 000 F CFA
11/12/2011	90 12 24 49	100 000 F CFA
11/12/2011	90 34 27 96	100 000 F CFA
11/12/2011	91 18 76 21	100 000 F CFA
11/12/2011	90 18 39 14	100 000 F CFA
11/12/2011	91 18 94 45	100 000 F CFA
11/12/2011	90 53 40 11	100 000 F CFA
11/12/2011	90 14 54 73	100 000 F CFA
11/12/2011	91 21 66 84	100 000 F CFA
11/12/2011	90 05 06 84	100 000 F CFA
11/12/2011	92 24 48 11	100 000 F CFA
11/12/2011	90 25 49 42	100 000 F CFA
11/12/2011	90 06 68 62	100 000 F CFA
11/12/2011	91 91 14 95	100 000 F CFA
11/12/2011	90 02 08 48	100 000 F CFA
11/12/2011	90 00 35 94	100 000 F CFA
10/12/2011	90 17 45 71	100 000 F CFA
10/12/2011	90 13 44 67	100 000 F CFA
10/12/2011	90 04 52 29	100 000 F CFA
09/12/2011	90 33 92 56	100 000 F CFA
09/12/2011	90 23 18 50	100 000 F CFA
09/12/2011	90 93 78 21	100 000 F CFA
08/12/2011	90 86 20 22	100 000 F CFA
08/12/2011	90 16 31 48	100 000 F CFA
08/12/2011	90 90 83 92	100 000 F CFA
07/12/2011	92 40 32 28	100 000 F CFA
07/12/2011	92 30 78 55	100 000 F CFA
07/12/2011	90 27 01 94	100 000 F CFA
06/12/2011	90 71 02 98	100 000 F CFA
06/12/2011	90 98 04 13	100 000 F CFA
06/12/2011	90 22 45 43	100 000 F CFA
05/12/2011	90 19 99 92	100 000 F CFA
05/12/2011	90 76 80 63	100 000 F CFA
05/12/2011	90 03 43 77	100 000 F CFA

## TOGO CELLULAIRE

60 JOURS CASH

Pluie de 100 000 000 FCFA

du 24 Octobre au 23 Décembre 2011

GRAND JEU QUIZ

Envoie CASH par SMS au 7000

Chaque jour des Millions à GAGNER CASH



LE LEADER

\* COÛT DU SMS : 300 F CFA

Le Togo au Conseil de sécurité des Nations Unies pour 2012-2013

## L'Autorité se plie aux exigences logistique et financière pour un « mandat réussi »

Sylvestre D.

Le pouvoir togolais a examiné et adopté le projet portant création d'une Commission nationale ad hoc du Conseil de sécurité des Nations Unies pour la période 2012-2013. « Il est apparu indispensable de mettre en place une commission nationale ad hoc afin d'assurer la coordination entre les plus hautes autorités de notre pays et notre mission auprès de l'ONU à New York. Elle sera composée de personnalités relevant des secteurs public et privé, d'experts en droit, en diplomatie et relations internationales, de hauts fonctionnaires de la police, d'officiers supérieurs des Forces Armées et de personnel d'appui et ses ressources seront constituées de dotation du budget général », a précisé le texte du communiqué final du conseil des ministres tenu à Lomé le 14 décembre dernier. Le président de la Commission ad hoc transmet les directives du Président de la République au Représentant permanent du Togo auprès de l'ONU. Le chapitre 3 du décret crée les ressources nécessaires et leur mode d'exécution, prévoyant une prime de veille au profit de tous les membres de la commission. Bien avant, des « experts improvisés » de la diplomatie se sont mis en transe pour critiquer l'élection du Togo au plan des réelles retombées pour le citoyen lambda. Par ces temps de galère. D'aucuns se sont empressés à estimer ce que cela a dû coûter en milliards de francs Cfa pour être élu au Conseil de sécurité. Mais, rien d'officiel. L'Exécutif, lui, veut positiver. Normal ! Il voit que « le mandat accroîtra le prestige dont jouit notre pays et entrainera des retombées économiques ». Sans détails et sans doute pas directement au citoyen lambda. Seulement, démontre-t-il, le capital de confiance et le sérieux qu'inspire l'Etat sont des atouts pouvant attirer des investisseurs. « Le Togo peut aussi bénéficier de plus de facilités auprès des bailleurs de fonds », ajoute-t-il.

Mais, ici et maintenant, nul ne peut se tromper. Comme pour tout membre, le mandat au Conseil de sécurité appelle des exigences financière, humaine et logistique. Le Togo n'y dérogera point. Et les raisons sont, entre autres, le volume du travail à abattre, les crises et les conflits qu'adore le monde, le maintien de la paix et la sécurité internationale nécessitant des sessions permanentes du Conseil de sécurité. Il faut donc des délégations à l'expertise avérée. « Le Conseil de sécurité des temps actuels est bien différent de ce qu'il était il y a 30 ans, période au cours de laquelle ses membres non permanents pouvaient y siéger au moyen d'équipes restreintes », soutient-on dans les couloirs de l'Exécutif. Plus est, le Togo devra être un digne représentant de l'Afrique. Du coup – L'UNION a



Faure Gnassingbé, Chef de l'Etat

encore fouiné –, il faudra déboursier un peu plus de 1,378 milliard de francs Cfa pour le fonctionnement de la Mission permanente en 2012, et plus de 1,275 milliard de francs Cfa pour 2013. A cela devront s'ajouter les 707,907 millions de francs Cfa pour faire fonctionner la Commission nationale ad hoc qui se veut l'interface entre les autorités

nationales et la Mission permanente auprès des Nations Unies.

Dans le cas de la Mission permanente à New York, on cite pêle-mêle la dotation en mobiliers et matériels de bureau, y compris des armoires métalliques, en ordinateurs fixes et portables, en Ipad, en véhicules et carburant. Les agents bénéficieront d'une assurance vie professionnelle. Il a

été décidé de louer un bâtiment qui ferait office de chancellerie durant les deux ans, motif pris de l'état de vétusté de la chancellerie actuelle et de la nécessité d'approcher la Mission permanente du périmètre des Nations Unies. Il en sera de même pour la résidence de l'Ambassadeur, car la résidence officielle n'est pas encore rénovée. Sans oublier, bien sûr, les indemnités du personnel et les primes.

Quant à la Commission ad hoc, il lui reviendra d'acheter par exemple 12 ordinateurs de bureau, 15 téléphones portables Blackberry, 15 Ipad 3G, une connexion internet haut débit. Des primes de veille d'un total de plus de 11 millions de francs Cfa. Les membres étant appelés à travailler sur une base quasi permanente, de jour et de nuit, pour être informés en temps réel des développements politiques dans le monde et sur lesquels la position du Togo devra être communiquée à la Mission à New York.

Il faut rappeler que le Togo présidera le Conseil de sécurité deux fois durant son mandat, en février 2012 et en 2013, suivant la préséance du Conseil à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Le Togo sera le porte-parole de la CEDEAO et de l'Union africaine, ensemble avec l'Afrique du Sud et le Maroc.

## 6e édition du Festival des Divinités noires Les Kondonas à l'honneur

Gbatoumé, l'arène où se déroule la prise de la pierre sacrée à Glidji-Kpodji a repris du service ce jeudi. Et pour cause. La 6e édition du Festival des Divinités noires a débuté jeudi avec la présence d'une dizaine de troupes venues du Togo, de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Sénégal, d'Italie, de la Martinique et des Antilles avec pour thème :

seulement un rassemblement de troupes et de couvents. Il est avant tout une grande scène de découvertes, de rencontres et de création", a expliqué Tètè Wilson-Bahun, organisateur des Divinités noires et président de l'association Acofin.

Il a plutôt pour objectif de se rassembler autour de quelques valeurs fortes à savoir la



"Togo, terre de nos aïeux, terre inconnue".

Cette année, le tapis rouge est déroulé aux Kondonas venus du pays Kabyè, une société initiatique du nord Togo.

"Le festival n'est pas

connaissance, la transmission et le partage.

Les festivités prendront fin dans la soirée du 23 Décembre avec les prestations des compagnies italienne, brésilienne et française à l'Institut Français du Togo.

Avec les conditions favorables de l'atteinte du point d'achèvement PPT

## La nouvelle stratégie prévoit un endettement public en hausse pour 2012

\* 124,6 milliards de francs Cfa contre 109,8 milliards de francs Cfa en 2011.

Les défis en valent le coup. Les ressources propres ne sauront tout supporter. Pour la couverture des besoins d'investissement prioritaires, notamment la construction des infrastructures routières, le développement de l'agriculture et le renforcement de la fourniture des services sociaux de base (éducation, santé, eau), le Gouvernement envisage de recourir aux ressources extérieures en 2012 sous la forme de dons et prêts essentiellement concessionnels. Et il envisage développer un programme d'émissions régulières de titres d'Etat tout en allongeant, au besoin, leur maturité afin d'améliorer sa capacité à faire face à ses besoins de financement sur le marché sous-régional et de répondre de manière flexible à la volatilité de ressources extérieures. Surtout dans un contexte de crise financière internationale.

Selon la nouvelle stratégie qui accompagne le projet de budget 2012, le plafond d'endettement public du Togo pour l'année prochaine est établi à 124,6 milliards de francs Cfa, contre 109,8

milliards de francs Cfa en 2011 (7,0% du PIB). Il sera couvert par les décaissements attendus des conventions déjà signées pour 99,8 milliards de francs Cfa et des tirages devant provenir de nouveaux emprunts pour 24,8 milliards de francs Cfa. Dans le souci de conforter davantage la viabilité de la dette extérieure du pays post point d'achèvement de l'initiative PPT, il se dit que les autorités privilégieront les emprunts concessionnels et, dans une moindre mesure, les emprunts semi-concessionnels dans l'endettement extérieur conformément aux engagements vis-à-vis des partenaires extérieurs. L'Etat togolais va donc recourir à la mobilisation des ressources non génératrices d'endettement (dons projets et programmes) à hauteur de 62,3 milliards de francs Cfa, soit 3,7% du PIB. Le besoin d'endettement net de l'Etat de 124,6 milliards de francs Cfa fait 7,4% du PIB.

En 2010, le taux d'endettement public se situait à 45,6%, en deçà de la norme communautaire de 70%. Il est projeté à 46,0% en

2011. Cette évolution fait ressortir une dynamique économique qui doit être soutenue par la mobilisation des prêts concessionnels et des dons. Le Gouvernement, lui, dispose ainsi d'une marge de manœuvre importante qu'il entend utiliser dans les années à venir pour poursuivre son programme de développement. Toutefois, tempère-t-on, il faut toujours mener une politique d'endettement prudente afin d'éviter de compromettre la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques à moyen et long termes. La stratégie d'endettement public de 2012 y est restée fidèle.

Pour l'année 2012, les orientations économiques et financières visent à atteindre une croissance économique réelle de



Adji ayassor, Ministre de l'Economie et des Finances

4,5% tirée essentiellement par le secteur primaire, des infrastructures routières et les réformes dans le

secteur de l'industrie minière, et un taux de pression fiscale de 18,1% soutenu par le renforcement de la politique budgétaire axée sur la transparence dans la gestion des finances publiques et les réformes des administrations fiscales et douanières. En conformité avec les perspectives macroéconomiques du pays, le besoin de financement brut de l'Etat ressortirait en 2012 à 186,8 milliards de francs Cfa, soit environ 11,1% du PIB. Ce besoin comprend le coût des projets de développement à financer sur ressources extérieures d'un montant de 56,9 milliards de francs Cfa, l'amortissement de la dette pour 37,5 milliards de francs Cfa et le déficit budgétaire de base pour 92,4 milliards de francs Cfa.

### Evolution du service de la dette publique de 2006 à 2010 (en milliards de FCFA)

Composantes	2006	2007	2008	2009	2010
Dette intérieure	10,5	12,3	17,7	27,5	74,2
Dette extérieure	33,2	33,1	30,0	40,0	17,8
<b>Dette totale</b>	<b>43,7</b>	<b>45,4</b>	<b>47,7</b>	<b>67,5</b>	<b>92,0</b>

Sur les principaux marchés de Lomé en novembre

## Le maïs chute, ascension constante du chinchard fumé

Jean Afolabi

Pour le plaisir certain des ménages, le maïs en grains crus a chuté sur les principaux marchés de la capitale, au moment où, le cœur, les paysans accusent la petite saison des pluies d'avoir fait désertion dans le grand sud du pays. On attendait de cette saison qu'elle booste la production vivrière, en attente de la longue saison, lorsque les pluies ont cessé. Mais, le bol de maïs en grains crus s'est mis dans une autre logique. De 223 francs le kilogramme en août, il est en est arrivé à 166 francs en novembre, en constante chute

après les 212 et 166 francs le kilo respectivement en septembre et octobre 2011. Sauf qu'à la même période de l'année précédente, ce bol était plus cher par rapport aux 154 francs de novembre 2010.

L'huile rouge de palme (zomi) est visiblement dans la même logique. Le litre était à 846 francs en août, avant de se stabiliser depuis à 817 francs. Il est actuellement encore moins chère par rapport au 928 francs de la même période en glissement annuel. Sa version végétale locale et industrielle le remet en optant pour une décroissance des prix entre septembre et novembre, passant de

810 à 783 francs le litre.

En revanche, le chinchard (akpala) fumé donne du fil à retordre aux foyers. Son kilogramme se livrait, en novembre, sur les principaux marchés de Lomé à 1 880 francs. Bien qu'il soit peu onéreux par rapport à novembre 2010, le kilo du chinchard fumé tente inexorablement d'atteindre et de franchir la barre des 2 000 francs. Sans répit depuis août, il est passé de 1 755 francs le kilogramme, à 1 800 le mois suivant, pour 1 825 en octobre. Sa version congelée flirte avec les 1 310 francs, mais toujours en augmentation depuis trois mois.

En session des ministres ordinaire à Niamey

## L'Uemoa pronostique une croissance à 6,4% du PIB en 2012

Réunis en session ordinaire du Conseil des ministres des pays membres, le 16 décembre 2011 à Niamey, au Niger, l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), après examen de la situation économique et financière de l'Uemoa, s'est félicitée des perspectives favorables de l'Union, marqués notamment par la reprise plus rapide que prévue de l'activité économique en Côte d'Ivoire, la réalisation de flux d'investissements directs étrangers (IDE) importants dans le secteur minier et l'accroissement des investissements publics en

infrastructures dans la plupart des Etats. Le taux de croissance du PIB réel est ainsi attendu à 6,4% en 2012, d'après un communiqué officiel. En outre, le niveau des réserves de change représente plus de 6 mois d'importation à fin novembre 2011, correspondant à un taux de couverture de l'émission monétaire de près de 112%.

Le conseil s'est toutefois préoccupé des résultats peu satisfaisants de la campagne agricole 2011/2012 dans les pays sahéliers. Les ministres ont, à cet égard, recommandé la mise en œuvre de mesures visant à assurer

un meilleur approvisionnement des marchés en produits vivriers, l'accroissement des échanges intra-régionaux, la lutte contre les comportements spéculatifs et le recours aux stocks nationaux de sécurité alimentaire. Ces mesures sont de nature à limiter l'impact de la baisse de la production céréalière sur l'inflation. Les ministres se sont, par ailleurs, engagés à poursuivre les efforts d'assainissements des finances publiques, en vue de contenir les déficits tout en préservant l'investissement public dans les infrastructures.

Ghana-Côte d'Ivoire

## Le pétrole trouble les relations de voisinage

Le gouvernement du Ghana minimise l'éventualité d'un conflit frontalier avec son voisin de l'Ouest, la Côte d'Ivoire, qui soutient que certains des gisements off-shore découverts par le Ghana sont dans ses eaux territoriales. Le problème a été posé par les Ivoiriens en 2010 et le gouvernement du Ghana a mis sur pied une Commission frontalière pour négocier les frontières maritimes avec la Côte d'Ivoire. Le Ghana a également fait des

propositions à l'ONU pour étendre sa plate-forme continentale, dans le cadre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, de 200 milles à 350 milles marins.

Désormais, les Ivoiriens ont écrit aux compagnies pétrolières du Ghana pour qu'elles évitent les zones qu'ils estiment être dans leurs eaux territoriales. Mais le ministre ghanéen des Affaires étrangères, Muhammad Mumuni, cité par la Pana, a déclaré que le pétrole du

Ghana n'était pas menacé, puisqu'il n'y avait pas de risques que le pays puisse perdre son nouveau gisement pétrolier de Jubilee au profit de la Côte d'Ivoire. M. Mumuni a réfuté les spéculations selon lesquelles la Côte d'Ivoire chercherait à prendre le contrôle du champ de pétrole de Jubilee, en ajoutant que le gouvernement protégerait et défendrait en tout temps les intérêts de la nation.

Appauvrissement des sols

## Projet de «cacao durable» au Ghana

Le gouvernement ghanéen investit 1,5 million de dollars dans sa politique de production de cacao. Il s'agit d'un projet à consonance environnementale s'étalant sur quatre années mené conjointement par l'institut gouvernemental Ghana Cocoa Board (COCOBOD), le Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud) et l'entreprise de Cadbury, filiale du numéro 2 mondial de l'alimentaire

et de la boisson Kraft Foods. Après un siècle d'exploitation des terres, le sol s'est appauvri, le rendement est donc devenu moindre et les agriculteurs ont abandonné leurs terres.

Le COCOBOD propose une réforme administrative imposant un respect environnemental à tous les exploitants, il prévoit une réhabilitation des anciennes fermes ainsi que la distribution de 20 millions de plants de cacao.

D'autres axes de réflexion ont été soulevés par les acteurs de la filière cacao lors de la présentation du projet le mercredi 30 novembre, notamment à propos des aléas climatiques, de la lutte contre la contrebande ou encore du choix des pesticides.

Le Ghana, deuxième producteur mondial de cacao, a atteint sur la saison 2010-2011 le million de tonnes de fèves d'après le COCOBOD.

La phase première du PURISE exécutée

## A la municipalité de Lomé la responsabilité des entretiens

A la Banque mondiale, un des partenaires privilégiés des autorités togolaises, on se refuse de donner l'impression d'avoir jeté de l'argent des contributeurs dans la poubelle de Lomé. C'était le point soutenu de bout en bout, mardi dernier, par le chef de projet de la Banque, Kwabena Amankwah-Ayeh, en visite à Lomé depuis le 6 décembre. Il s'agit pour la Banque mondiale, au cours de cette 6<sup>ème</sup> visite, comme pour les précédentes, d'assurer la supervision du Projet d'urgence de réhabilitation des infrastructures et des services électriques (PURISE) et suivre l'état d'avancement des activités de façon à ce que les objectifs du projet soient atteints. C'est également l'occasion de veiller au respect des mesures de sauvegarde socio-environnementales.

A la rue 37 TKA, en bout de piste de l'aéroport international de Lomé, et derrière la société Mèches Amina, c'était la satisfaction totale du missionnaire de la Banque mondiale. La fluidité de la circulation sur ce nouvel axe – jadis en embouteillage permanent – l'a émerveillé. «Je suis très impressionné par le travail abattu par Agetur-Togo sur ce site. Le trafic routier y est mieux qu'avant», n'a pu s'empêcher d'affirmer Kwabena Amankwah-Ayeh. Le chantier de 300 mètres linéaires, provisoirement réceptionné le 20 octobre dernier, se positionnait comme une artère stratégique qui décongestionne aujourd'hui le trafic entre l'aéroport, le port et le centre du quartier de Bè. Il livre à ce jour une voie de 2 x 9 mètres avec un terre-plein central, la construction d'un ouvrage d'art pour l'élargissement de la chaussée à hauteur du bassin de rétention et la construction d'ouvrages de drainage.

Mais la grande préoccupation de l'envoyé de la Banque mondiale demeure avant tout l'entretien des ouvrages réalisés qui passent sous le giron de la municipalité de Lomé. A la date du 12 décembre 2011, la réalisation du PURISE – à terme dans un délai de 8 mois – comporte également le curage de 70 kilomètre de caniveaux/collecteurs des eaux pluviales dans la ville de Lomé en



Kwabena Amankwah-Ayeh, Chef de projet de la Banque Mondiale

2010, dans le but de faciliter l'évacuation des eaux vers les exutoires existants et de réduire le risque d'inondations. A ce sujet, M. Amankwah-Ayeh s'est dit bougrement étonné qu'au cours de cette opération, l'on observe que des caniveaux soient remplis à près de 100%. «J'ai l'impression que la municipalité n'assure pas les suivis des projets. Malgré les contrats de la mairie avec des entreprises, on a l'impression qu'il n'est rien fait», a fait savoir le chef de projets de la Banque mondiale, bien qu'il se dise disposé à se battre pour la mobilisation de ressources pour la rubrique.

La menace est faite là, qu'en raison du manque d'entretien des ouvrages, la Banque mondiale pourrait être amenée à utiliser les dons accordés au Togo à d'autres projets à l'intérieur du pays ou ailleurs. Mais il est retenu que la Banque, à travers son missionné, est encore disposée à aider le Togo. «Les gens dans ce pays travaillent sérieusement, et je veux que la Banque fasse davantage pour le Togo, pour satisfaire les besoins de la population». Il est pointé du doigt le sérieux dans l'attribution des marchés par l'Agence d'exécution des travaux urbains (Agetur), et l'utilisation des fonds qui

transitent par cette agence, ainsi que par les accords avec le gouvernement. Mieux, à Agbalépédogan, le grand bassin de rétention d'eau pourra toucher des fonds additionnels pour l'agrandissement de ses 60 000 mètres cubes.

Dans cette pluie de satisfecit, le hic, c'est aussi le non respect des critères socio-environnementaux par les entreprises. Il est clairement indiqué dans les dossiers d'appel d'offres que les populations, dans le cadre de la Banque mondiale, et du PURISE en particulier, doivent être préservées des risques éventuels pouvant intervenir sur les chantiers en cours. C'est pour répondre à ce chapitre que sociologues et environnementalistes sont recrutés par les entreprises soumissionnaires. Sur le collecteur d'Eda Oba en construction à Lomé, le risque apparaît évident que des riverains et des passants sont exposés au danger de tomber dans des tranchées ouvertes et, surtout, non protégées. Délai est exigé aux entreprises défaillantes de réparer le défaut. Avec le risque qu'un contrôle de la Banque, ou d'Agetur, qui pourra surgir en tout temps et en tout lieu.

Sécheresse, flambée des prix

## La croissance kényane sous pression, selon la Banque mondiale

Une hausse des prix du pétrole et de la nourriture, la sécheresse dans la Corne de l'Afrique et la crise de l'euro ont mis sous pression la croissance économique kényane en 2011 et risquent encore de peser sur les performances du pays en 2012, a estimé la Banque mondiale le 8 décembre dernier. «Les prix élevés du pétrole et des denrées alimentaires, la sécheresse dans la Corne de l'Afrique et la crise de l'euro ont affaibli la position externe du Kenya, qui était déjà fragile étant donné l'importance du déficit courant», explique l'Institution dans son rapport semestriel sur l'économie du pays.

«Ces défis économiques vont réduire la croissance à 4,3% en 2011», dit-elle, révisant à la baisse sa précédente estimation de 4,8% pour l'année. «Pour 2012, la Banque mondiale s'attend à ce que la croissance se redresse légèrement, pour atteindre 5%, si le Kenya arrive à gérer ces risques». «La croissance pourrait même atteindre 5,5% en 2012, si un certain nombre de facteurs favorables se matérialisent», commente-t-elle encore. «Avec une inflation modérée, et un compte courant en meilleur état et une petite baisse des taux d'intérêt, les investissements privés pourraient

repartir à la hausse», dit-elle, prévenant toutefois qu'il faudrait aussi que la préparation d'élections, prévue en 2012, se passe en douceur.

Début 2008, le Kenya avait connu de sanglantes violences post-électorales, qui avaient fait quelque 1.500 morts et donné un coup de frein à la forte croissance économique enregistrée par le pays les années précédentes. En 2010, le PIB kényan avait à nouveau progressé de 5,6%. Mais depuis le début de 2011, l'inflation n'a cessé de croître, pour atteindre 19,72% en novembre sur un an.

## REPÈRES

## «Semaine de l'emploi au Togo»

La seconde édition des journées portes-ouvertes sur l'emploi au Togo dénommées «Semaine de l'emploi au Togo», s'est tenu du 14 au 16 décembre au palais des congrès de Lomé, sous le thème «l'Emploi, un outil efficace de lutte contre la pauvreté».

Cette deuxième édition est l'initiative conjointe du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale et celui du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, à l'intention des chercheurs d'emploi, de l'administration publique, des entreprises parapubliques et privés, des Universités, instituts et écoles de formation professionnelle du Togo. Elle a pour visée primordiale de rapprocher davantage l'offre à la demande d'emploi et accroître les possibilités d'insertion des chercheurs d'emploi. Elle permettra entre autres de favoriser une meilleure visibilité des entreprises sur le marché de l'emploi, d'informer les chercheurs d'emploi sur les opportunités que recèlent les différentes entreprises en termes d'emploi, ainsi que les conditions et les compétences requises pour y accéder et de mieux connaître les préoccupations des chercheurs d'emploi.

## L'OCDI, 4 ans de bilans

Un atelier de revue du plan sectoriel (2007-2010) de lutte contre le VIH/SIDA de l'Organisation de la Charité pour un Développement Intégral (OCDI) s'est tenu du 13 au 15 décembre à Lomé.

L'atelier qui a réuni des responsables de l'église catholique et des délégués d'associations de lutte contre le sida, entend restituer les résultats d'une consultation nationale réalisée pour capitaliser la contribution de l'église catholique dans la lutte contre la pandémie au cours de ces trois dernières années. Il vise également à relever les forces et faiblesses dans l'exécution de ce plan pour mieux envisager le plan quinquennal de 2011-2015. Selon le secrétaire national de l'OCDI, Rev. Père Benoît Abaly Hodanou, l'église catholique veut assister les Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH) et sensibiliser principalement la jeunesse afin d'accompagner le gouvernement dans la lutte contre le fléau. Il a expliqué également que c'est un devoir pour l'église d'être auprès des malades comme l'a demandé le Seigneur Jésus-Christ.

## On voudrait bien tout comprendre !

Le ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur privé, Kokou Gozan a présenté à la presse, le nouveau Mécanisme d'Ajustement Automatique du Prix des Produits Pétroliers à la Pompe (M2A4P) le lundi 13 décembre à Lomé.

Ce mécanisme a pour objectif de rompre avec la méthode ad hoc de fixation des prix et de s'inscrire dans une logique de vérité des prix adossés à l'évolution sur le marché international. Il est fondé sur une technique dite : « fourchette de variation des prix » qui évite de répercuter de façon mécanique les fortes fluctuations des prix internationaux, mais les absorbe dans le temps. Le nouveau M2A4P consiste à publier les prix à la pompe à chaque début de mois. Lorsque le prix calculé au cours d'un mois, comparé à celui du mois précédent varie dans une fourchette de plus ou moins 5%, toute la variation est répercutée sur le prix à la pompe. Lorsque la variation est hors de la fourchette de 5%, le reliquat est pris en charge par l'Etat jusqu'à son absorption par les structures des prix ultérieures. Le mécanisme limite à 30% par an la hausse des prix à la pompe quelle que soit l'évolution des cours du pétrole sur le marché international...

## Toujours pour l'emploi des jeunes togolais

Un atelier de formation de 40 jeunes diplômés togolais en entrepreneuriat a lieu du 14 au 17 décembre à Lomé dans le cadre du « Programme de formation de jeunes diplômés en entrepreneuriat des pays africains sortis de crise ».

Organisée par les ministères de l'Economie et des Finances, du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes en collaboration avec la Banque Africaine de Développement, cette formation s'inscrit dans le cadre d'un programme de renforcement des capacités des pays africains dont les économies sont fragilisées par des crises de toutes natures. Elle a pour but de créer une nouvelle génération d'entrepreneurs capables de contribuer à la croissance économique de leurs pays. Les participants seront outillés sur la stratégie, le marketing, le management et le développement personnel pouvant susciter en eux l'auto-emploi. Il s'agit également de les amener à la réalisation de leurs entreprises.

## Le FNE a été validé

Le rapport de l'étude pour la mise en place du Fonds National de l'Environnement (FNE) a été validé au cours d'un atelier tenu le mardi 14 décembre à Lomé.

Organisée par le ministère de l'Environnement et des Ressources forestières, cette rencontre a réuni des directeurs de services centraux dudit ministère, des partenaires et délégués des ONG et associations de défense et de protection de l'environnement. Elle a permis aux participants d'analyser, d'amender puis d'adopter ce rapport de 69 pages consacré à la présentation du FNE, aux fondements juridiques, économiques et environnementaux, ainsi qu'aux modalités d'adaptation des droits et taxes. Ce document permettra au gouvernement de mobiliser des ressources internes et externes pour la mise en œuvre de la politique nationale de l'environnement à travers l'amélioration de sa politique et son plan de gestion de l'environnement. Elle va également contribuer à la restauration de l'écosystème par l'implication des populations dans la protection de l'environnement.

## Toly Feda

Le festival "Le Gain du conteur", initialement prévu en décembre, aura finalement lieu du 27 janvier au 04 février 2012. Depuis son lancement en 2007, c'est la première fois que ce festival manque son rendez-vous de décembre.

La cinquième édition se décline en spectacles de conte et musique, ateliers de formation de conteurs, caravanes de conte, "Le gain du lecteur", salon du livre de conte et du récit, etc., à Lomé, Assahoun, Atakpamé, Kara, Kabou, Kara, puis dans le village de Nadoba. Les centres culturels de Lomé tels que Mytronunya, l'Institut Français, accueilleront ce festival.

Le Gain du Conteur", festival de contes et des arts de la parole, est un curieux festival dans un environnement culturel dominé par le théâtre, la danse et la musique. Fait depuis cinq ans avec un petit budget, ne dépassant jamais le million Cfa, mais toujours financé par ces propres promoteurs, Le Gain du Conteur ne souffre pas pour autant de la qualité de ses spectacles ni des ateliers de formation. Les grands noms du conte tels que Kassi Kouyaté et le Libanais Derwich, ont animé



différents ateliers lors des précédentes éditions.

Son directeur, Gnim Atakpama, conteur et bédéiste, enseignant d'histoire, a la haute ambition de faire jouer au conte son rôle traditionnel dans l'Afrique pré coloniale, quand dans les brouhahas socio-politiques, les populations perdent leurs repères.

Le conte ne se conte guère plus dans les foyers. Les veillées dans les villages, ont également disparu sinon évanescences.

Dans une Afrique longtemps ancrée dans une tradition plus orale qu'écrite, le conte faisait partie de la dynamique sociale et même

de la pensée. "Le conte et surtout le conte africain apporte une réponse claire aux problèmes angoissants de nos sociétés aujourd'hui", déclarait M. Atakpama à l'Union.

Pour les promoteurs du Gain du conteur, il s'agit de "trouver réponse à un problème existentiel déterminant dans l'évolution des peuples africains". Comme le souligne Wère-Wère Liking, écrivaine ivoirienne-camerounaise en ce qui concerne le destin des "peuples africains [aujourd'hui] confrontés à une crise majeure". Comment leur sera-t-il donné de renaître à eux-mêmes ? Comment

rythmer la prière pour que la pluie du ciel que nul touraco n'ose plus annoncer revienne féconder la terre famélique ?

La culture est levain et levier du développement. Il est tout de même impensable, malgré la stratégie des promoteurs, que ce festival ne trouve point de soutiens financiers et moraux de la part des pouvoirs publics.

On espère que le Fonds d'aide à la culture, tant souhaitée par les acteurs culturels, sera mis en route pour que le théâtre culturel s'exprime pour le bonheur des Togolais.

## Langage

## La pucelle disparaît du dictionnaire de l'Académie

L'avant-dernier volume du Dictionnaire de l'Académie française vient de paraître. Cette nouvelle édition, qui remplace celle élaborée dans les années 1930, comporte son lot de mots nouveaux, de suppressions, et de recommandations d'usage.

L'actualisation du dictionnaire, dont la première édition date de 1694, est un travail de longue haleine : pour un volume, soit le quart de l'alphabet, comptez une bonne dizaine d'années et quarante hommes en habit vert. Chaque édition compte son lot de

termes nouveaux et de mots annoncés. Les Académiciens n'ont ainsi eu aucun scrupule à évincer la pucelle. Ce "poisson qui ressemble à l'aloë, mais qui est moins estimé" a disparu de la neuvième édition du Dictionnaire, entraînant avec lui d'autres noms savoureux. Plus étonnant, certains noms propres employés comme noms communs - nemesis, nestor, ou encore œdipe ont eux aussi été supprimés. Quant aux 3800 nouveaux mots qui jalonnent l'ouvrage, ils sont tous consacrés par l'usage depuis plusieurs

dizaines d'années : si la photocopie et la médiathèque viennent de faire leur entrée, il faudra sans doute attendre la prochaine édition, vers 2050, pour que la numérisation s'impose.

D'ici là, il s'agira de préférer mercatique à marketing, désodorant à déodorant, et parc de stationnement à parking, et la langue française, aux dires des académiciens, sera bien gardée.

## Chorégraphie

## Compagnie Flora Théfaine

Labours et semailles d'ici. Récoltes et cueillettes de là-bas. Partout, rituellement et de tout temps, les danses ont rythmé les travaux saisonniers. Au jeu des correspondances, musiques et gestuelles ont plus d'une passerelle en commun.

Quatre danseuses, accompagnées d'un percussionniste, illustrent en noir

et blanc cette universalité. Déclinant les mois et les jours en images transversales et claquements de tambours : saison des pluies, pluie de soleil, soleil plissé. Plissé comme les fronts en sueur et les jupes volant dans la lumière.

Date : 21 DECEMBRE, 19h30  
ADHERENTS : 1000 Fcfa/  
NON ADHERENTS : 2000 Fcfa

## Agenda culturel

## DES VISAGES ET DES FIGURES

## Solo de Vincent Hariso

Des visages et des figures est un spectacle solo sensible qui traite de la métamorphose de l'amour où la féminité et la masculinité s'échangent, se rencontrent, s'opposent parfois mais restent toujours en relation.

Dès l'ouverture des portes, le public est plongé dans une atmosphère intime et féminine sur fond Date : 23 DECEMBRE, 19h30

ADHERENTS : 1000 Fcfa/  
NON ADHERENTS : 2000 Fcfa



Bi-hebdomadaire togolais  
d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Imprimerie: St Laurent

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication  
Hugue ERIC JOHNSON

Directeur de la Rédaction  
Jean AFOLABI

Rédaction  
Sylvestre D.  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA  
Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO  
Tony FEDA

Service photographie  
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature  
LAWSON Laté

Graphisme  
BOGLAG.

## Un diplôme universitaire et après ?

**Pour le prestige, souvent, ou pour décrocher un emploi, les jeunes togolais estiment qu'avoir un diplôme universitaire est indispensable. Une soif dont profitent des universités privées.**

### Etonam Sossou

Avoir un diplôme universitaire est l'objectif d'un nombre croissant de jeunes au Togo et ce, à n'importe quel prix et quelles qu'en soient les conditions. Pour les uns, avoir fait des études supérieures est nécessaire pour avoir un bon travail, pour de nombreux autres, c'est essentiellement pour le prestige. Selon Serge, c'est une fierté d'avoir

son diplôme, même si on n'a pas d'emploi. « Je me sentais complexé devant mes ex-collègues du secondaire qui étaient devenus médecins ou avocats. J'ai décidé d'aller à l'université juste pour dissiper mon complexe. J'ai fini. Je ne travaille pas encore, mais je me sens complet », affirme, satisfait, cet ancien de l'Université de Lomé.

Souvent les emplois trouvés ne correspondent absolument pas à la

spécialité des étudiants comme en témoigne Lambert, étudiant en histoire, à l'Université de Kara. « Vous trouverez des médecins devenus commerçants, des ingénieurs qui vendent dans la pharmacie... L'essentiel c'est d'avoir fini ses études et d'avoir un diplôme ».

**Difficiles conditions d'études** la plupart des jeunes ont l'embaras du choix pour faire leurs

études. Les universités publiques sont débordées. Pour faire face à la demande sans cesse croissante, les universités privées et instituts supérieurs sont chaque jour plus nombreux dans le pays. Ils sont cependant loin de répondre tous aux conditions fixées par la loi pour être agréés : corps professoral expérimenté, matériel didactique adéquat, infrastructures fiables etc.

« Comment pouvez-vous comprendre qu'on mette 2 000 étudiants dans un auditoire de moins de mille sièges ? », s'interroge Joël, un futur avocat. Il faut y accéder avant 5 h pour avoir une place. Sinon, vous passez la journée debout, même pas moyen de prendre des notes ». Il se dit prêt à quitter l'université l'année prochaine. Sur le niveau des études, beaucoup ne sont font pas d'illusions. Guy, étudiant actuellement dans une université privée de la place, le reconnaît : « Souvent, nos professeurs sont très sollicités. Ils ne corrigent pas nos interrogos et travaux pratiques, vu le nombre

d'étudiants par auditoire. Il faut avoir des connaissances dans les rangs des professeurs ou assistants pour prétendre réussir ». Certains savent bien qu'ils n'ont pas eu la formation qu'ils devraient avoir. Paul, qui préfère taire le nom de son institut supérieur, avoue : « J'ai fini en commerciales internationales et forces de vente. Je n'ai jamais été enseigné par un professeur ».

Selon Magloire, une étudiante en journalisme, les enseignements donnés dans toutes les universités du Togo sont les mêmes : « Il n'y a plus d'écoles élites. Le niveau universitaire laisse à désirer partout. Autant étudier dans les conditions commodes dans une université privée. Parce qu'après les études, les diplômes valent la même chose sur le marché de l'emploi... ».

### Des diplômés mais... ?

Les professionnels se plaignent du faible niveau des étudiants. Avocat, Justin qui reçoit des étudiants stagiaires ne cache pas son agacement : « Je me demande quel

genre d'avocats nous aurons dans 20 ans. Ils arrivent chez moi sans une seule notion de droit. On les confondrait à des débutants, alors qu'ils sont finalistes ».

« Les entreprises ne font pas confiance aux nouveaux diplômés. Ils cherchent des gens qui ont déjà une expérience professionnelle », constate Winner qui a fini ses études il y a 3 ans et court toujours derrière un job. Joseph, responsable d'une polyclinique renchérit : « Les fautes sont tolérables dans d'autres domaines. Mais, quand un médecin se trompe, c'est une vie humaine qui est en danger ». Avec un diplôme homologué ou pas, trouver un emploi qui corresponde à sa formation relève de la chance. Beaucoup se contentent de ce qu'ils trouvent. Ainsi, Gérard, diplômé de l'université de Lomé, est devenu pompiste, d'autres sont vigiles dans des sociétés de gardiennage. Ce qui compte c'est d'avoir un boulot, explique Raouf, un étudiant, avec le temps vous allez vous adapter à votre poste. Souvent, les belles théories vues dans les cours ne s'appliquent pas sur terrain.

Avec le document de politique énergétique

## Le Togo, vers un développement important mais réaliste d'électrification

Le document de la politique nationale de l'énergie est approuvé 15 décembre 2011 par les acteurs du secteur de l'énergie, à Lomé. Le Togo a lancé depuis un moment le processus de l'élaboration de sa politique en matière de l'énergie. Pour ce faire, le cabinet d'études français (SOFRECO) a été retenu. Au cours du processus, qui devrait être un processus inclusif pour avoir un document de politique énergétique acceptable par tous, l'ONG JVE fut la seule organisation

formation, coopération et financement en matière d'énergie. Ce projet de politique constitue une avancée pour palier au vide de politique énergétique. Il devra servir de cadre de référence des interventions dans le secteur de l'énergie. Cependant, ce Document Préliminaire de politique mérite d'être approfondi sur certains aspects non négligeables en vue de cadrer les interventions et lever les équivoques dans le sens de l'accès aux services énergétiques pour tous, d'une

d'approvisionnement en énergie moderne qui est actuellement compensé par le recours à cette dernière, compte pour environ 80% du bilan de notre pays comme dans la quasi-totalité des Etats au sud du Sahara et plus particulièrement, la région de l'Afrique de l'Ouest.

« Ce document de politique énergétique devrait permettre au gouvernement de disposer d'un outil de gestion cohérente et efficace du secteur de l'énergie pour permettre une mise en valeur globale des ressources énergétiques nationales afin de faciliter leur accès au monde rural et urbain », s'est réjoui M. AÏSSAH Assoumatine, Directeur de cabinet au ministère des mines et de l'énergie.

Le groupement Sofreco/IIC a débuté en 2010 par l'étude du sous-secteur de électrique du Togo et a relevé un taux d'électrification de 21% avec une qualité et une continuité soumises à des aléas de délestages et de coupures. Les grands challenges du secteur ont été étudiés et présentés dans le document. Il s'agit entre autres du développement important mais réaliste de l'électrification qui permettra aux populations, notamment rurales, une plus grande qualité de vie. Une diminution importante de l'utilisation du bois pour les usages ménages qui induit une pression trop importante sur le capital forestier a été également préconisée. « J'insiste sur cette notion de capital forestier du pays, entraînant déforestation et désertification. Une plus grande fiabilité de l'électricité fournie, condition nécessaire au développement économique et industriel du pays », a réitéré Mme Astrid de Lestrance, représentant la Sofreco. Une énergie durable, grâce au recours aux énergies renouvelables comme le solaire ou l'éolien et aux économies d'énergie fait partie des solutions. Le développement de filière d'excellence, tant universitaires qu'industrielles, pour donner au Togo un rôle moteur sur le secteur des énergies renouvelables et des économies d'énergie dans la région d'Afrique de l'Ouest comme dans la quasi-totalité des Etats au sud du Sahara et plus particulièrement, la région de l'Afrique de l'Ouest est vivement souhaité.



La table d'honneur à l'ouverture de l'Atelier

de la société civile associée. Dans l'initiative de contribuer à l'amélioration de la qualité de ce document qui mérite d'être en phase avec les réalités et enjeux du moment, l'ONG JVE a fait une analyse sur le document préliminaire de politique Énergétique du Togo et suggéré ses remarques à travers les lignes suivantes.

Le présent Document de Politique Énergétique a un niveau de cohérence avec les instruments de politiques régionales et sous-régionales auxquels le Togo est partie. Dans la déclinaison des orientations politiques en objectifs et axes stratégiques majeurs, le Document a abordé les ressources énergétiques potentielles du pays. Il n'a pas passé sous silence les différents secteurs de consommation d'énergie. Il a également considéré en matière de production et d'utilisation de l'énergie, la recherche de l'efficacité et de la sobriété énergétiques à tous les niveaux de consommation énergétique. De même, il a touché les questions de la problématique environnementale, de recherche, développement,

meilleure pénétration des énergies renouvelables dans le mix énergétique et de la préservation de la santé environnementale.

Le diagnostic préliminaire ayant conduit à ce Document Préliminaire de Politique a abordé le triptyque énergie-forêt-agriculture qui obéit à une stratégie mixte. Ce qui suppose que la politique énergétique doit avoir un champ de vision plus large d'éviter de résoudre isolément le problème énergétique. Mais le projet de politique manque de vision unique, claire, explicite et partagée par tous. Dans cette optique, cette vision doit être dégagée et prendre en compte l'effort à accomplir en termes de niveau de pénétration des énergies renouvelables dans le mix énergétique globale.

Le secteur énergétique fait face à une crise qui se traduit par la faiblesse de ses performances. À titre d'exemple, en 2011, seuls 17% des habitants des pays de l'UEMOA ont accès à l'énergie. Ce faible taux se traduit par les difficultés qui minent le développement du secteur. D'abord, on note le déficit d'infrastructures

## Loterie Nationale Togolaise

### COMMENTAIRE DU TIRAGE N°155 DE LOTO KADOO DU 09 Décembre 2011

Ce vendredi 16 Décembre 2011, nous assistons au tirage N°156 de LOTO KADOO.

Le Loto Kadoo de vendredi dernier a fait de nombreux gagnants de gros lots mais surtout de lots intermédiaires.

A LOME, la chance a sourit à un parieur basé à Agoè. En effet, le point de vente 5203, a enregistré un gagnant d'un lot de 500.000 FCFA.

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales

**AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇON DE DEVENIR RICHE ! BONNE CHANCE A VOUS TOUS !**

## LOTO KADOO

### Résultats du tirage N°156 de Loto Kadoo du Vendredi 16 Décembre 2011

Numéro de base

11

31

07

59

46

Numéros de bonus

25

63

## LOTTO DIAMANT

### Résultats du tirage N° 566 de Lotto Diamant du lundi 19 Décembre 2011

Numéro de base

\*\*

\*\*

\*\*

\*\*

\*\*